



Emma a 36 ans, elle est ingénieure informaticienne, et dessine à ses heures perdues. Féministe et révolutionnaire, elle épluche la presse et s'intéresse aux petites histoires du quotidien.

Elle recoupe ces récits avec l'actualité et les met en images pour leur donner un éclairage politique. Maternité, sexualité ou encore violences policières, dans ses dessins, elle aborde tous les sujets qui lui tiennent à cœur. Elle dit : "Le point commun de tous mes sujets est de mettre

en avant des situations qui mettent les personnes en difficulté. L'oppression me touche car je suis une femme donc légitime pour en parler. Je suis révolutionnaire car je ne crois pas que l'on puisse régler les problèmes en partant d'un système qui ne fonctionne pas: il faut du neuf et du collectif ».

ses livres **Un autre Regard tomes 1 et 2** parus en 2017 reprennent une partie de ses histoires publiées sur son blog depuis 2016. Le tome 2 inclut sa célèbre BD « **Fallait demander !** » sur le partage des tâches ménagères et la charge mentale portée par les femmes. Une de ses BD phare, "**check ta chatte**", est consacrée au clitoris et au fait que les femmes et le reste du monde ignorent tout de cet organe. A découvrir, à offrir de toute urgence ! <https://emmaclit.com/>



Établissements de la santé et du social, les femmes en première ligne des cures d'austérité !

Dans nos établissements, hôpitaux, EHPAD, ESAT, IME, Foyer de l'enfance et autres, les femmes sont très largement majoritaires. Nous considérons qu'elles représentent autour de 75% des effectifs.

Ce sont donc elles, majoritairement, qui subissent de plein fouet les cures d'austérité imposées par les directions et les pouvoirs publics. Les maux sont les mêmes partout : augmentation de la charge de travail mentale et physique, sous effectifs, insuffisance des remplacements, rappel sur les congés, précarité des emplois, bas salaires, management agressif, fermeture de services ou d'établissements, licenciements, temps partiels imposés...

Et comme cela ne suffit pas, c'est également en tant qu'usagères de ces services qu'elles sont impactées. En effet, la société n'étant toujours pas égalitaire, ce sont elles qui, le plus souvent, prennent en charge tout ce qui concerne le soin, l'éducation, le ménage. Alors quand les établissements de notre secteur

n'assurent plus assez leurs tâches de soins, de prises en charge du handicap ou d'éducation, ce sont elles, majoritairement qui prennent le relais.

Quant au sexisme au travail, ordinaire ou dérivant vers des agressions sexuelles, il est toujours aussi largement répandu et a été dénoncé massivement et avec force ces derniers mois. Gageons que notre secteur n'y échappe pas.

Les mobilisations se multiplient, localement et nationalement. Et c'est donc bien en tant que femmes cibles de ces inégalités, que les travailleuses des hôpitaux, des EHPAD (Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes), des établissements du social et du médicosocial, se mobilisent pour obtenir de meilleures conditions de travail et d'accueil pour obtenir l'égalité.

A nous maintenant, femmes, non syndiquées, syndiquées, salariées, usagères, de faire converger toutes ces luttes dans l'unité. Ensemble nous serons plus fortes !



Femmes et espace public *

Depuis quelque mois, cette question, s'est invitée dans le débat public suite à la mobilisation des femmes sur les réseaux sociaux tels *#balancetonporc* ou *#stop harcèlementderue*. Mais le sujet de la place des femmes et des filles dans l'espace public est bien plus global et complexe.*

Des observations faites par des géographes sociales et urbanistes le démontrent :

Ça commence dès la cour de l'école, l'espace est utilisé de façon différente par les garçons et les filles : les garçons courent, s'agitent, jouent au ballon, occupent 80% (!) de la cour de récréation, quand les filles jouent entre elles, discutent... à la périphérie.

Les toilettes des écoles, collèges et lycées sont souvent décrites comme sales et sans intimité. Ce n'est pas sans conséquence sur la santé de certaines élèves qui ne vont pas aux toilettes de toute la journée !

Dès l'école, les petites filles adoptent des stratégies d'évitement et de contournement de certains espaces dans lesquels elles se sentent rejetées ou illégitimes. Une attitude qui rappelle les tactiques adoptées plus tard par les femmes pour se protéger dans des zones urbaines qu'elles jugent peu sûres.

La configuration de la ville est aussi parlante. L'espace public normalise, valide les normes sociales. Il existe encore une hiérarchisation entre espace public plutôt attribué aux hommes et espace privé aux femmes.

Si on observe ce qui se passe, on y voit : plutôt des femmes devant une école le matin, des garçons entre eux dans un skate-park ou sur un terrain de foot. Sur les places, on observe des hommes qui occupent l'espace, discutent ou sont assis sur les bancs pendant que des femmes traversent l'espace portant cabas, poussant poussettes. Dans les jardins publics et le métro : c'est plus équilibré. Selon l'heure de la journée cela évolue aussi. Plus d'hommes dehors le soir et la nuit...

Si on regarde à qui vont les investissements publics, (plutôt pour les hommes, pour les femmes, pour tout le monde?), on découvre qu'ils sont discriminants. Par exemple, :

- les espaces créés pour les jeunes sont à 70% faits

pour les jeunes garçons (skate-park, terrains et clubs sportifs).

- Les toilettes : trop rares, payantes. le choix pour les femmes est soit d'entrer dans un bar soit de se dépêcher de rentrer.
- Or les femmes ont une vessie plus petite et ont tous les mois leurs règles, elles s'assoient sur les WC, et ont donc besoin de plus de temps. Il faudrait le double de WC pour les femmes que pour les hommes.

Par ailleurs, **la rénovation des villes** entraîne quasi toujours **la gentrification** (embourgeoisement) de celles-ci. Les moins aisés-es, les pauvres sont repoussés-es en périphérie. Les femmes globalement moins aisées que les hommes sont exclues en priorité.

La rénovation des villes de + de 20 000 habitant-es se fait aujourd'hui avec obligation de tenir compte du « *gender mainstreaming* » ou « **approche intégrée de la dimension de genre** » mais se limite à une démarche de concertation sans obligation de résultat...

Tout dépend donc des volontés des élu-es. Un vaste chantier est donc ouvert, par exemple sur les questions :

♦ D'éclairage public : on réduit l'éclairage pour protéger la biodiversité ou on le maintient pour rassurer les femmes ? on réfléchit à concilier les 2 ?

♦ Moins de voitures pour réduire la pollution de l'air donc plus de transports en commun mais en pensant aux

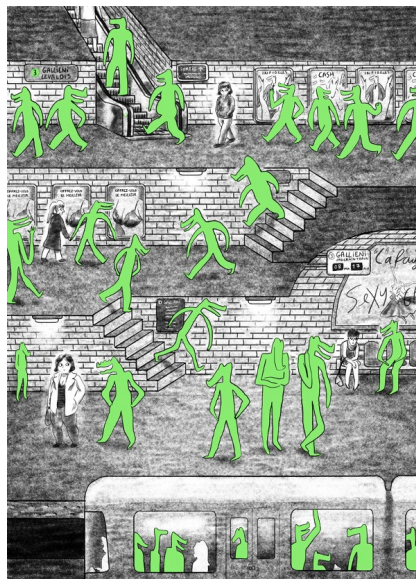
horaires et à des arrêts proches du travail et du domicile?

- ♦ D'aménagement des cours d'école
- ♦ D'équipement sportifs
- ♦ De toilettes publiques

Pour aller plus loin: écoutez l'émission « **cours d'égalité à la récré** » : <https://www.franceculture.fr/emissions/le-magazine-de-la-redaction/cours-degalite-a-la-recre>

Lisez « **La ville : quel genre ? : l'espace public à l'épreuve du genre** » Corinne Luxembourg, Emmanuelle Faure et Edna Hernandez-Gonzalez. Temps des Cerises, 2017

* Cet article a été rédigé à partir des apports faits lors des *Intersyndicales Femmes* qui sont, depuis 21 ans, organisées par des militantes syndicalistes féministes de la CGT, FSU et Solidaires. En 2018, 450 personnes, ont suivi ces journées autour des thèmes : *femmes et espace public, quelle retraite pour les femmes ?, luttes féministes et mouvement ouvrier, égalité professionnelle quel bilan ?*



Les nettoyeuses de la gare du Nord font condamner leurs harceleurs !

Le 10 novembre 2017, la société REINIER, filiale d'ONET et prestataire de la SNCF, a été reconnue coupable de harcèlement sexuel et moral par le tribunal des prud'hommes de Paris. Elle a été condamnée à verser des dizaines de milliers d'euros de dommages et intérêts à cinq salarié.es ou ex-salarié.es.

Depuis cinq ans, soutenues par une militante syndicale de la SNCF et l'Association européenne contre les violences faites aux femmes au travail (AVFT*), des salariées de cette entreprise qui effectuent le nettoyage des trains de la gare du Nord s'étaient organisées pour dénoncer les pratiques dont elles étaient victimes. Harcèlement sexuel avec attouchements et gestes obscènes, humiliations, licenciements, racket, rien ne leur a été épargné !



Pendant longtemps, elles n'ont rien dit parce qu'elles ne savaient même pas ce que c'était le harcèlement sexuel et qu'il est extrêmement difficile dans un milieu de travail sexiste de révéler des faits de cette nature.

En 2012, elles sont quatre à parler. Les autres préfèrent se taire. Mais ces travailleuses ont su trouver le courage de se battre durant des années malgré la peur d'être licenciées et malgré la honte qui est trop souvent du côté des victimes et pas des agresseurs.

* L'AVFT (Association contre les Violences Faites aux Femmes au Travail) accompagne des femmes victimes depuis 1985. Elle fait partie des associations à qui l'État a confié des missions de service public afin de lutter contre les violences faites aux femmes. Pour qu'elles puissent assumer ces missions, les pouvoirs publics versent à ces associations des subventions. De nombreuses organisations appellent actuellement le gouvernement à débloquer enfin les fonds nécessaires pour que l'AVFT puisse continuer ses missions indispensables correspondant aux besoins actuels des femmes victimes de violences. Elles se portent solidaires auprès de l'AVFT et s'engagent à se battre à ses côtés pour sa survie financière !

SUD et Solidaires aussi.



La société REINIER a bénéficié du soutien de la direction SNCF de Paris-Nord. En effet, alors que ces pratiques étaient notoirement connues, en particulier suite à des interpellations de délégués cheminots, la SNCF a continué à attribuer régulièrement le marché du nettoyage à cette entreprise.

Une enquête approfondie menée par le Défenseur des droits, remise aux juges, a permis de valider le témoignage des plaignantes et de confirmer la réalité du harcèlement sexuel.

L'avocate de ces travailleuses a démontré que ce harcèlement était un mode de fonctionnement habituel dans l'entreprise REINIER.

Une première victoire

Le Conseil de prud'hommes de Paris a donc condamné la société REINIER pour harcèlement sexuel et discrimination et a prononcé la nullité de toutes les sanctions.

L'affaire n'est pas terminée puisqu'elles ont également porté plainte au pénal pour harcèlement sexuel.

Ce jugement est donc une victoire pour ces femmes « invisibles » contre les harceleurs et leurs complices après des années de galère !!

Grève féministe historique en Espagne

Les féministes espagnoles inspirées par le succès de la grève des femmes en Islande en 1975 ont appelé à une grève de 24 heures et ont rempli les rues avec des manifestations et des rassemblements des femmes.

« **El 8 no voy al curro, no limpio ni gasto un duro. Sin nosotras para el mundo** » ou « **le 8 je ne vais pas au boulot, ne fais pas le ménage et ne dépense pas un sou. Sans les femmes le monde s'arrête** ». Les paroles de cette chanson résument bien les mots d'ordre de la mobilisation du 8 mars dernier en Espagne, ainsi que l'ambiance festive qui a accompagné les manifestations dans plus de 120 villes et dans les rassemblements des femmes à midi sur les places de tout le territoire espagnol, réunissant près de 6 millions de grévistes.

Pour la **Plataforma feminista 8M** «le succès de la grève est le fruit d'un processus de toute une année et d'un travail en autogestion dans de grandes assemblées horizontales qui a réussi à mettre en relation le mouvement féministe et la société, avec des initiatives diverses et intergénérationnelles».



**Si nous les femmes,
nous arrêtons,
le monde s'arrête**

Une préparation très large

Dès le début les syndicats minoritaires, CNT, CGT et ELA ont relayé l'appel de 24 heures de grève adressé uniquement aux femmes. Les syndicats majoritaires CCOO et UGT de leur côté ont appelé femmes et hommes à débrayer 2 heures.

Un grand débat s'est ouvert dans la société sur le rôle des hommes à qui on a demandé d'assurer le service minimum.

En Espagne, le combat féministe s'amplifie depuis les attaques contre le droit à l'avortement. Le 1er février 2014 un groupe de femmes des Asturies or-

ganise «**el tren de la libertad : yo decido**» ou « **le train de la liberté, je décide** ». Elles sont rejointes à Madrid par des milliers des femmes. Rappelant que les droits ne sont jamais acquis et qu'il faut les défendre, la pression du mouvement féministe s'exerce aussi pour faire appliquer la loi contre la violence de genre. En 2015, 200 000 personnes ont manifesté à Madrid contre la violence machiste.

La grève des femmes

L'appel à la grève s'adressait à toutes les femmes sur 4 thèmes : travail, éducation, soins et consommation.

- **Au travail** les inégalités sont énormes : le salaire des femmes est 23% inférieur à celui des hommes. Elles sont plus nombreuses au chômage et dans les emplois précaires. 70% des contrats à temps partiel sont occupés par des femmes.
- Elles réussissent mieux à **l'école** et sont plus nombreuses à **l'université**, mais on ne compte que 11 rectrices pour 65 recteurs. Les femmes se battent aussi pour la visibilité dans les manuels scolaires et pour une éducation à l'égalité femmes/hommes.
- Les **soins** : c'est le travail invisible (rémunéré ou pas) que le système hétéropatriarcal et capitaliste fait reposer sur les femmes. Les femmes font toujours 80% des tâches ménagères. Elles continuent d'assumer la plus grande partie des tâches liées à l'éducation des enfants. Les femmes effectuent donc une double journée : travail salarié et travail reproductif non payé, plus la charge mentale. Une revendication simple : *l'égalité dans le partage des tâches ménagères*.
- Et le quatrième objectif de la grève : attirer l'attention sur la **consommation** responsable, en dénonçant la publicité sexiste et en exigeant la suppression de la « *taxe rose* », *TVA plus élevée pour les produits hygiéniques propres aux femmes*.

Si le féminisme a repris avec tant d'ardeur en Espagne c'est aussi parce que les femmes plus jeunes ont repris le flambeau de la main de celles qui luttent pour les droits des femmes depuis 50 ans.